

Nous somme pris dans une logique de « fuite en avant » dans la communication

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Eglise universelle](#), [Perepiscopus](#), [Rôle des laïcs](#), [Vatican](#)

Date : 26 octobre 2018



[Réflexion](#) de l'abbé **Christian Vénard** :

Le constat semble navrant. Le synode sur les jeunes, la foi et le discernement vocationnel, réuni à Rome à la demande du Pape **François** ne tiendra sans doute pas ses promesses. Mais quelles étaient-elles d'ailleurs ? Le correspondant de La Croix à Rome va même jusqu'à intituler un article : « le synode en manque d'idée ». C'est, en attendant le document final, l'impression qui en ressort, jour après jour, malgré, par exemple, les efforts louables de Mgr **Emmanuel Gobilliard** qui se prête au jeu de « tintin reporter » ; malgré quelques fortes paroles de Mgr **David Macaire** ; malgré le peu subtil habillage de « com » de Vatican News, avec les coulisses du Synode, formule éculée d'un journalisme sans ambition. Un de mes correspondants à Rome m'écrit : « Cette assemblée ronronne et est refermée sur elle-même ! C'est incroyable de le vivre « de l'intérieur » et de voir les difficultés d'en parler « à l'extérieur ». Nous somme pris dans une logique de « fuite en avant » dans la communication. Tout est devenu « com », c'est effrayant. On nous bombardent de vidéos sur les « coulisses » du synode... c'est pathétique, il n'y a aucune réflexion sur le fond... »

D'aucun l'avait pourtant prédit avant même son ouverture. Était-il raisonnable en pleine crise

pédophile de maintenir ce synode et de reporter à février une décisive réunion sur la question ? Les modes mêmes de désignation des participants (pères synodaux, jeunes, experts) ne sont-ils pas obsolètes et presque aussi opaques que la nomination des évêques ? Certains critiquent : le choix des thèmes à aborder ne marquait-il pas, par avance, les conclusions auxquelles le Vatican voulait voir parvenir le synode ? Bref, il semble bien que d'aucuns ont conseillé de maintenir ce synode, comme une vaste opération de communication, pour tenter de faire oublier les très graves dysfonctionnements d'organisation dans de multiples domaines, ou d'estomper – au moins en interne – les effets dévastateurs de la crise. Tous les experts de communications de crise ont pourtant le même avis : dans la crise on parle de la crise, les efforts pour détourner l'attention sur d'autres sujets seront toujours vains. Sauf dans les régimes dictatoriaux qui maîtrisent l'ensemble des médias ! Ce n'est pas le cas de l'Église. Heureusement. Dans le fond, cet échec annoncé révèle une crise encore plus profonde sans doute : celle de la parole de l'Église dans un monde moderne où l'argument d'autorité est devenu le plus faible, voire inaudible.

Cette parole en interne, *ad intra*, continue à être portée essentiellement par le collège apostolique (les évêques successeurs des apôtres et à leur tête le pape, successeur de saint Pierre). Même si, ici ou là, certains catholiques aimeraient en diminuer la portée, une saine ecclésiologie reconnaît la place importante et spécifique de cette parole. Encore faut-il, là aussi, savoir raison garder. Quand l'évêque Cauchon condamnait Jeanne d'Arc au bûcher, on n'imagine guère que ce puisse être en engageant le collège apostolique ! Bien des textes, des décisions de nos évêques relèvent du « politique », de ce qui peut apparaître comme la nécessité pastorale du moment, et n'ont pas plus, ni moins, de poids en ce domaine que la décision d'un chef d'entreprise ou d'un chef militaire. Il semblerait opportun que les évêques eux-mêmes éclairent d'une réflexion à frais nouveaux le statut de leur parole (individuelle ou collégiale), sur la place faite en interne à la *disputatio* avec les prêtres et les fidèles qui ne partagent pas toujours leurs avis, dans les domaines qui ne relèvent pas directement du dépôt de la foi ou des définitions magistérielles solennelles. *Ad intra*, nul ne saurait contester la nécessité, la spécificité et la légitimité de la parole épiscopale, en tant que celle-ci s'exprime prioritairement sur les questions de foi, de mœurs, pour conforter le troupeau, laissant de côté les discours sociologiques ennuyeux, politiques consensuels, ou pire encore moraux culpabilisants. Laissant surtout une place pour tout ce qui ressort du « discutable », en évitant qu'eux-mêmes ou des courtisans (parfois membres éminents des curies épiscopales, laïcs ou clercs), ne prennent pour attaques personnelles, déviance théologique, manquement à la communion ecclésiale, toute opinion contraire ou juste différente.

Plus problématique encore est la parole de l'Église *ad extra*. Dirigée vers l'extérieur de l'Église (ces fameuses « périphéries », chères au pape François), cette parole est tributaire en grande part des médias de toute sorte. Rares sont ceux, en effets, qui ont le courage, ou la vertu, d'aller lire directement les « documents épiscopaux » ou l'*Osservatore romano*, ou les encycliques pontificales. Même chez les catholiques, nombreux sont ceux qui se contentent d'en lire quelques extraits, ou des relations, souvent orientées sur les réseaux sociaux, ou le peu qu'évoquent les grands médias. Or, en ce domaine, force est de constater qu'hélas la parole épiscopale est désormais inaudible et décrédibilisée. C'est ce que révèle tout particulièrement la crise pédophile. Comment les « chefs » d'une organisation qui auraient couvert de tels faits, qui ont mis tant de temps à se préoccuper des victimes, pourraient-ils

conserver un droit légitime à la parole... et plus encore s'ils viennent parler de « morale » ! Voilà la réaction de la société civile. Aussitôt leur est renvoyé en miroir l'incurie des décisions prises, les retards, la mauvaise volonté (réelle ou supposée) et, avouons-le, bien souvent une communication catastrophique. Le simple fait d'être évêque, ne fait pas d'un homme de Dieu un bon communicant, faut-il seulement le rappeler ? Beaucoup de fidèles et de prêtres souhaiteraient aujourd'hui, qu'après tant et tant d'années de discours perçus comme inodores et sans saveurs, au creux de la crise pédophile (qui n'est qu'un des aspects de la crise de mœurs relâchés d'une partie du clergé et souvent du laxisme des autorités religieuses en ce domaine), les évêques sachent ne pas intervenir systématiquement dans les médias, qu'ils parlent moins et agissent plus.

Mais alors qui, pour porter ad extra la parole de l'Église ? Peut-être reste-t-il quelques prêtres ou religieux, dont les parcours de vie apportent une crédibilité à leur parole. On peut penser ici aux exemples passés, donnés par un abbé Pierre, une sœur Emmanuel, une mère Térésa. Selon l'adage : « dis-moi d'où tu parles », notre société n'est prête, bien souvent, à accepter le discours ecclésial que s'il vient d'un homme ou d'une femme ayant donné des preuves reconnues ailleurs de leur engagement. Mais il est temps aussi de mettre davantage en œuvre une des intuitions fondamentales du Concile Vatican II, sur la place des laïcs dans l'Église pour l'évangélisation d'un monde sécularisé (*Gaudium et spes* n°43). La place des laïcs pour porter la parole de l'Église dans le monde devrait sans doute devenir première, comme formulation aussi de leur participation active, pleine et entière à l'évangélisation. D'une manière toute spéciale, il revient en premier lieu aux journalistes catholiques, qu'ils travaillent ou non dans des médias chrétiens, de porter médiatiquement cette parole. Ils seront, et pour cause, plus professionnels, et bien souvent, sur des sujets aussi délicats que la pédophilie, plus crédibles pour un large public. Tout catholique devrait aussi, s'éloignant du respect humain, devenir un porte-parole de son Église, pas seulement dans un confortable entre-soi bourgeois, mais sur les lieux de travail et de sociabilité.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'interdire de parole la hiérarchie ecclésiastique au profit seulement des laïcs. L'une et l'autre de ces paroles doivent se conforter. Il s'agit donc plutôt d'un changement de perspective, où les laïcs seraient en première ligne, dotés d'une vraie liberté de parole. A eux aussi de se former, de s'informer, de travailler tous ces sujets. Il paraît évident que la parole d'une femme catholique pour parler de l'avortement a plus de poids et de crédibilité que celle d'un clerc. Il semble tout aussi clair que, sans l'aide intellectuelle et spirituelle des clercs, cette parole aura du mal à surgir. Il s'agirait là d'une profonde et radicale réforme des structures institutionnelles ecclésiales. Un antidote au centralisme romain et épiscopal. Aurons-nous le courage de cette réflexion et de sa mise en œuvre ? C'est un des enjeux qui aurait pu être porté par ce synode.